

Entretien avec Cheick Oumar Sissoko

Françoise Wera

Volume 6, numéro 3, février–avril 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34591ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (imprimé)

1923-3221 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Wera, F. (1987). Entretien avec Cheick Oumar Sissoko. *Ciné-Bulles*, 6(3), 39–41.

Françoise Wera

« Le film *Nyamanton* est devenu comme une fièvre à travers la ville. »

■ Chaque année, depuis 20 ans, le cinéma africain et arabe est à l'honneur dans deux pays en alternance, la Tunisie et le Burkina Faso. L'automne dernier, les Journées cinématographiques de Carthage présentaient en compétition une vingtaine de films du continent africain. Si, dans l'ensemble, tout le monde s'accordait pour trouver la production annuelle plutôt moyenne, quelques longs métrages ressortaient vraiment du peloton, tant par leurs thèmes que par la façon de les traiter. Le grand prix de Carthage, le Tanit d'or, a été décerné au film tunisien **L'Homme de cendres**, film qui a soulevé les passions parce qu'il ose aborder, avec beaucoup de finesse, le sujet tabou de la pédophilie et de l'homosexualité. Le Tanit d'argent a récompensé **Le Moulin de M. Fabre**, une satire de l'après-colonialisme en Algérie, tandis que le Tanit de bronze était offert au Malien Cheick Oumar Sissoko pour son film **Nyamanton (La leçon des ordures)**. **Nyamanton** a aussi reçu le prix de l'Office catholique du cinéma et son réalisateur le prix d'aide à la réalisation décerné par l'Agence de coopération culturelle et technique. Comédie dramatique mettant en scène des enfants remarquablement dirigés, **Nyamanton** est une dénonciation sans équivoque de l'intolérable situation vécue par la majorité des enfants,

et des adultes, des pays dits du tiers monde. En attendant la présentation de son film, dont on a dit qu'il était la pluie sur le désert de Carthage, lors des Journées du cinéma africain, au mois d'avril, à Montréal, laissons la parole à Cheick Oumar Sissoko.

Ciné-Bulles : *Nyamanton* est le onzième long métrage malien et votre premier long métrage. Comment avez-vous financé votre film ?

Cheick Oumar Sissoko : Le film a été financé par le Centre national de la production cinématographique, un organisme gouvernemental malien qui a beaucoup de techniciens, de matériel, dont l'orientation à l'origine était de faire des films d'actualités, des films documentaires. On dépose le projet, le scénario et le devis à la direction du Centre national de la production cinématographique qui, après acceptation du scénario, soumet le devis au ministère et le ministère finance, si cela convient à sa caisse et si l'idée convient à ce qu'il veut montrer au cinéma.

Ciné-Bulles : Justement, *Nyamanton* attaque votre société. Il y a des dénonciations très percutantes du système scolaire, du système de santé, de la corruption, etc.

Cheick Oumar Sissoko : Le film fini est loin du projet accepté par le Centre national de la production cinématographique ! Le scénario initial a été totalement chamboulé, totalement transformé et nous avons travaillé indépendamment du scénario. Évidemment cela a posé des problèmes quand ils ont vu le résultat. La surprise a été totale, alors le film a mis beaucoup de temps avant de sortir.

Ciné-Bulles : Est-ce qu'on vous a alors obligé à faire des changements ?

« **Nyamanton**, film engagé ? Oui, contre l'incompétence de l'État en matière d'éducation et de soins. La révolte de Chaka n'est pas politique, mais sociale, donc elle est légitime et ne laisse personne indifférent. Cheick Oumar Sissoko explique : ' J'ai choisi le cinéma pour aider à résoudre les problèmes qui se posent chez nous, ou comme le dirait Sembene Ousmane le cinéaste sénégalais, pour éclairer nos populations. Avec les images, il faut créer un choc, éveiller les consciences et provoquer le changement... L'analphabétisme est tel qu'il faut utiliser le cinéma comme une force éducative, et montrer que nous vivons dans une Afrique dominée économiquement. Si ce film a eu du succès à Bamako, c'est que les gens se sont regardés vivre, ils se sont reconnus. ' » (Salima Hamou, **Jeune Afrique**, no 1351, novembre 1986, p. 84)

« Les structures officielles du cinéma, bien que contestées par les cinéastes eux-mêmes, se développèrent au Mali avec une logique certaine : création d'abord en 1962 de l'Ocinam (Office du cinéma malien), couvrant en principe tous les secteurs, dont fut détaché en 1966 le Scinfoma (Service Cinéma de l'information) incorporé en 1977 dans le C.N.P.C. (Centre National de Production) qui a entièrement produit **A Banna**, de Kalifa Dienta (1980). Le Mali est aussi aidé de l'étranger : à la Coopération française s'ajoute une importante assistance technique de la Yougoslavie. Mais à vrai dire, il y eut, comme ailleurs, pas mal de tâtonnements : beaucoup de films ethnographiques d'abord, tournés au Mali (notamment par Jean Rouch) sur le Mali mais sans le Mali puis enfin un cinéma malien au retour de Moscou de plusieurs jeunes gens qui y étaient allés se préparer à leur profession et à leur rôle. En fait, les débuts du cinéma malien proprement dit datent de 1970... »

(Victor Bachy, *Panoramique sur les cinémas sahariens*, **CinémaAction**, numéro 26, page 32)

Cheick Oumar Sissoko : Au début, certains en voulaient, mais, finalement, il n'y a eu aucune censure. Et le film a battu tous les records d'entrées et de recettes. En 15 jours, il a fait 35 000 entrées. Le succès a été tellement grand que le film est devenu comme une fièvre à travers la ville, à tous les coins de rue on parlait de **Nyamanton**. On en est arrivé à mimer certains passages, comme la scène de la grande soeur qui a plu tout particulièrement. Même les tout petits enfants de quatre, cinq ans la jouent ! Le petit garçon dit : « Dame âgée, est-ce qu'il y a des ordures à jeter ? » et la petite fille répond : « Espèce d'imbécile, c'est moi ta dame âgée ? Si tu m'appelles encore ainsi, je vais te massacrer ! » (Rires) Les autres scènes, comme celle de l'hôpital ou celle de l'école, qui sont véritablement le lot quotidien des gens déshérités sont très souvent commentées avec colère. C'est parce que le film pose des problèmes quotidiens qu'il a eu une très grosse influence. Les gens vont voir le film deux, trois, quatre fois.

Ciné-Bulles : Y avait-il longtemps que vous vouliez faire un film avec et sur des enfants ?

Cheick Oumar Sissoko : L'idée m'est venue en octobre 1978, quand j'ai vu ces enfants porter leurs bancs pour aller à l'école. J'avais fait à l'époque quelques photos de ce spectacle qui m'avait beaucoup marqué car ce n'est pas réjouissant du tout de voir chaque enfant d'âge scolaire obligé d'aller à l'école avec son banc sur la tête, banc que les parents sont obligés de payer, et de revenir à la maison avec ce même banc.

Ciné-Bulles : Votre film est donc un reflet de la réalité ?

Cheick Oumar Sissoko : Oh oui, c'est un reflet réel, et c'est cela qui a profondément touché les spectateurs. Après enquête, j'ai constaté que ce sont très souvent les mêmes

enfants qui, le matin, vont à l'école leur banc sur la tête qui sont obligés de travailler l'après-midi. À la longue, ils finissent par être renvoyés. Dans ce quartier précis, où vivent les cadres aisés, les enfants font l'enlèvement des ordures. Ailleurs, ils prennent des seaux et amènent l'eau à un marché très reculé, à plusieurs kilomètres, où ils la vendent l'après-midi.

Ciné-Bulles : Est-ce qu'il y a eu un mouvement de revendication après la sortie du film ? Est-ce que le gouvernement a réagi ? Parce qu'au fond, faire des bancs pour les enfants, cela n'est pas si coûteux.

Cheick Oumar Sissoko : Ce n'est pas du tout coûteux. Et le scandale, c'est qu'on met aussi à contribution les parents. Vous avez dû remarquer dans le film qu'indépendamment de l'achat des bancs, les parents sont obligés de cotiser très fréquemment. Et quand on ne cotise pas, l'enfant ne va pas à l'école. Ces cotisations sont normalement destinées à construire des écoles et à acheter le matériel, mais aucun de ces achats-là ne se fait parce que l'argent est détourné.

Ciné-Bulles : Examiner votre société et en dénoncer les problèmes sont vos préoccupations majeures en tant que cinéaste ?

Cheick Oumar Sissoko : Oui. Je suis venu au cinéma par besoin de m'exprimer. Mais par besoin aussi de donner aux gens qui n'ont pas les moyens de s'exprimer de le faire, comme dans **Nyamanton**. Dans nos pays, la liberté d'expression, de création, laisse à désirer. Cela évolue et cela change selon les pays mais, en réalité, c'est plutôt inexistant. Et les libertés démocratiques n'existent pas. Je suis donc venu au cinéma pour essayer d'apporter quelque chose à nos pays, car le cinéma peut beaucoup. Je veux faire des films autour des problèmes qui se posent à nos sociétés, parce que cela s'impose. Pas des

films didactiques et lourds, mais des films qui reflètent la réalité et les sentiments des gens. Je crois qu'à ce propos **Nyamanton** est plutôt réussi ; on rit, on pleure, on s'indigne. J'espère pouvoir continuer en ce sens.

Ciné-Bulles : Quel était le budget ?

Cheick Oumar Sissoko : 130 000 F (35 000 \$). Mais il faut tenir compte que le Centre national de la production cinématographique a aussi fourni du matériel, la caméra, un véhicule et les techniciens. On n'a pas payé non plus l'électricité... Le laboratoire et la post-production ont bénéficié de l'aide de la Yougoslavie qui coopère avec le Mali depuis 23 ans. Cette dernière partie du financement a d'ailleurs été toute une histoire. Le laboratoire yougoslave avait accepté de nous faire un tarif préférentiel pour la finition du film, c'est-à-dire 50 000 F mais c'était pour un court métrage ! Quand je suis arrivé avec mon film, qui était devenu un long métrage, j'ai rencontré la direction qui m'a accordé 15 minutes de plus. Nous avons alors monté le film et nous nous sommes retrouvés avec 90 minutes. Le monteur, qui adorait le film, me disait de finir d'abord le film et qu'on verrait après. Le montage terminé, il est venu avec moi voir la direction et après de longues discussions, j'ai eu 90 minutes ! J'avais donc ma copie zéro. J'ai ensuite obtenu gratuitement le sous-titrage en Grèce grâce à un ami et je suis revenu à Bamako où, après beaucoup de palabres, le Centre national de la production cinématographique m'a accordé l'argent pour faire le gonflage en 35 mm et l'étalonnage à Telcipro, en France. Si l'on comptabilisait tous ces éléments on obtiendrait un budget réel beaucoup plus important. Mais chacun des membres de l'équipe, y compris moi, a été payé 500 F pour tout le tournage. Et j'ai dû tout investir pour les comédiens...

Ciné-Bulles : Toute l'équipe était malienne ;

c'est plutôt rare de voir un générique presque entièrement africain.

Cheick Oumar Sissoko : Oui, c'était une exigence de départ et que devrait avoir tous ceux qui veulent faire du cinéma. Le grand problème de la production africaine, c'est l'argent pour tourner. On se retrouve en ce moment avec des budgets gonflés de 100 millions de francs CFA (400 000 \$), c'est énorme, et du même coup avec des cinéastes qui ne peuvent tourner qu'une fois tous les trois ans, pour les chanceux. Nous voulons trouver des solutions à ce problème. En utilisant les techniciens sur place, on réduit énormément les coûts de production. Bien sûr, ils n'ont souvent pas la compétence professionnelle des Européens ou des Américains, mais c'est en travaillant qu'ils auront la possibilité de s'améliorer. Comme, jusqu'à présent, dans la plupart des cas, on engage des techniciens européens ou américains, on bloque le développement de la cinématographie africaine. Seuls les cinéastes arrivent à émerger alors que les techniciens sont laissés pour compte. Si, au lieu de payer par exemple un caméraman français 10 000 F (2000 \$) la semaine, on se met à investir sur place, cela sert au développement de notre cinéma et donne la possibilité aux techniciens de vivre, de se former et donc de produire un plus grand nombre de films. ■

Félicitations
à la gagnante du concours

« Gagnez un Dictionnaire
du cinéma Larousse »

paru dans le volume 6 n° 1
de Ciné-Bulles

Marie-Claude Coupal
Rue Fairmount ouest, Montréal

« ... différentes enquêtes effectuées au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Togo montrent que ce sont toujours les mêmes catégories qui ont le plus fort taux de fréquentation : on remarque un représentation importante des jeunes, des scolaires, des employés et d'une diversité de petits métiers. En gros, on peut dire que les scolaires et les jeunes employés fournissent les plus gros bataillons. La fréquentation des jeunes ruraux est moins forte, et pour cause. Néanmoins, l'offre de cinéma est si rare en milieu rural qu'un spectacle cinématographique constitue un phénomène qui attire des publics sur des distances parfois impressionnantes.

L'analphabétisme ne semble pas constituer un frein majeur à la fréquentation. Les facteurs décisifs sont plutôt la disparité des équipements, la qualité des programmes et les problèmes de revenus. N'oublions pas que la fréquentation cinématographique régulière implique une certaine dépense d'argent et aussi qu'elle dépend des habitudes culturelles d'utilisation du temps hors travail. Ces éléments recèlent des indications qui devraient être prise en considération pour la mise sur pied de nouvelles infrastructures de diffusion. » (Ayi Francisco d'Almeida, Publics oubliés, publics absents, CinémAction, numéro 26, page 144)